



Troisièmement, il doit y avoir **accès à une infrastructure et des moyens de transport rapidement et facilement utilisables**. La capacité de transporter le personnel et le matériel jusqu'au théâtre d'opération, puis sur place, et de définir les éléments d'infrastructure nécessaires pour soutenir l'exécution rapide de l'opération est essentielle à la réussite de cette dernière. Voilà qui exige la recherche préalable d'une quantité importante d'informations : la capacité de charge de chaque type d'aéronefs ou de navires; la durée du transport; le nombre de vols ou de navires nécessaires pour transporter des chargements donnés; et une désignation préalable des navires et des aéronefs de transport, pour faciliter le mouvement du matériel, du personnel et d'autres ressources nécessaires. Il est essentiel aussi de posséder des renseignements complets et fiables sur l'infrastructure locale (par exemple, les pistes d'atterrissage et les ports de mer existant dans le théâtre d'opérations) et sur l'usage qu'on peut en faire pour exécuter les mouvements stratégiques. Cela est indispensable pour connaître avec assez d'exactitude le temps qu'il faudra afin de rendre la mission pleinement opérationnelle. Pour disposer des moyens aériens et maritimes de transport stratégique, il importe aussi de dresser d'avance des plans minutieux avec les États membres et, souvent, avec le secteur privé.

En quatrième lieu, **un soutien logistique suffisant** est essentiel pour garantir l'efficacité d'une opération à réaction rapide. Une force qui se déploie dans une région dévastée par un désastre naturel ou par la guerre doit pouvoir elle-même nourrir, vêtir et loger ses membres pendant au moins les stades initiaux de la crise. Les conditions locales peuvent varier énormément; les plans doivent donc prendre en compte les sources locales d'approvisionnement pour se procurer des éléments aussi fondamentaux que de l'eau potable. Tout dépendant des tâches à remplir et de la nature du théâtre d'opérations, le soutien logistique nécessaire pourrait être énorme. Il faut donc concevoir les plans d'urgence en fonction des « pires scénarios possibles », tout en leur conservant la souplesse voulue pour que la force puisse satisfaire à diverses exigences opérationnelles, une fois la mission commencée.

Cinquièmement, il est essentiel de disposer de **budgets suffisants**. Au niveau national, l'aspect financier pose rarement un problème aux forces de réaction rapide, car il existe une procédure pour obtenir l'autorisation financière voulue et déboursier les fonds. Au palier international, ou quand des forces multinationales sont mises sur pied, la question se complique. La clé du succès réside dans l'existence d'autorisations financières qui soient à la mesure des responsabilités. Aux niveaux stratégique et opérationnel, cela signifie qu'il faut pouvoir autoriser des dépenses, notamment pour l'élaboration des plans d'urgence ou des plans concernant la mission, tandis que le processus décisionnel se poursuit. Aux paliers opérationnel et tactique, l'administrateur chargé de diriger la mission doit avoir les pouvoirs financiers voulus pour atteindre ses objectifs et, notamment, dépenser des fonds sur le terrain. Pour que l'opération de réaction rapide dispose de budgets suffisants, il doit y avoir un mécanisme garantissant un financement complet, ainsi que des règles et des règlements autorisant le déboursement rapide des fonds de même que des principes bien compris de tous concernant les comptes à rendre.

Enfin, il faut au dispositif de réaction rapide **un personnel bien formé et entraîné**. Outre une instruction militaire de base, que toute unité militaire déployée dans des contextes à risques élevés doit avoir reçue, le personnel doit posséder des